

*Questions orales*

[Français]

**LE DÉPUTÉ DE BURIN—SAINT-GEORGES**

**M. Guy Saint-Julien (Abitibi):** Monsieur le Président, les Comptes publics 1989-1990 font état des dépenses des députés et il est facile d'identifier celui d'entre eux qui a dépensé le plus en frais de voyage. La moyenne de ces frais de voyage est de 35 000 \$ pour un simple député.

J'ai constaté que les frais de voyage de l'ex-député conservateur Joe Price, de la circonscription fédérale de Burin—Saint-Georges de Terre-Neuve, se sont élevés en moyenne de 32 000 \$ à 42 000 \$ par an, de 1984 à 1988, alors que ceux de son successeur, le député libéral de Burin—Saint-Georges de Terre-Neuve ont atteint, en 12 mois, la somme de 118 865 \$ prise dans les fonds publics.

Du jamais vu pour un simple député à Ottawa et j'ose espérer, monsieur le Président, qu'il a bien préparé ses comptes de dépenses dans son bureau et non pas dans sa salle de jeux ou dans son bar!

\* \* \*

[Traduction]

**LA SEMAINE CANADIENNE DE L'ORIENTATION**

**M. John A. MacDougall (Timiskaming):** Monsieur le Président, cette semaine, mes collègues et moi avons pris la parole pour marquer la Semaine canadienne de l'orientation, qui est une occasion de féliciter nos collectivité et d'inciter les jeunes à terminer leurs études.

Partout au Canada, les enseignants, les parents, les gouvernements et les entreprises encouragent les jeunes à poursuivre leurs études en vue d'une carrière au lieu de décrocher.

L'école secondaire Cobalt-Haileybury, qui se trouve dans ma circonscription, a son lot de décrocheurs, mais des douzaines d'entre eux prennent conscience de leur potentiel et reviennent à l'école pour faire leur 12<sup>e</sup> année et apprendre un métier. Ils vont à l'école deux jours par semaine et travaillent comme apprentis les trois autres jours pour des entreprises locales. Il faut de la formation de nos jours, et, quelle que soit la conjoncture, le financement est un problème majeur. Cet important programme est financé jusqu'en 1992 dans le cadre du programme national d'aide à l'innovation, qui fait partie de la planification de l'emploi du gouvernement et qui incarne véritablement, à mon sens, l'esprit du Canada et de la Semaine de l'orientation.

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**L'ÉCONOMIE**

**M. John Manley (Ottawa-Sud):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Le ministre des Finances aura remarqué aujourd'hui que le ralentissement provoqué de l'économie ou la récession technique, pour reprendre sa description de la conjoncture actuelle, vient de coûter leur gagne-pain à un millier d'autres Canadiens, qui seront mis à pied par Sears Canada. Cela s'ajoute aux 2 900 emplois perdus à Air Canada, aux 900 de Worldways, aux 1 500 du CN, aux plus de 700 de MIL Shipbuilding, aux 650 de Harding Carpets, etc.

Les Canadiens ne peuvent se contenter des histoires que le ministre raconte sur Bay Street, disant que les temps sont durs. Que propose-t-il aux Canadiens qui ont perdu leur emploi à cause de la récession qu'il a provoquée? Que va faire le gouvernement?

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Monsieur le Président, le gouvernement non seulement élimine la taxe sur les ventes des fabricants, ce qui aura évidemment pour effet de rendre tout notre secteur de la fabrication plus concurrentiel. . .

**Une voix:** Exactement. L'opposition dit le contraire, mais les fabricants sont d'accord.

**M. Hockin:** Le député a parlé de Sears Canada et de Harding Carpets. Sears Canada n'a l'intention de fermer aucun de ses magasins, contrairement aux rumeurs répandues par les médias. En fait, la compagnie propose une retraite anticipée à un certain nombre d'employés, mais elle ne prévoit pas de mises à pied.

Quant à Harding Carpets, c'est avec plaisir que je signale au député que les négociations se poursuivent avec la banque, et les perspectives semblent aujourd'hui plus prometteuses qu'hier.

• (1420)

**M. John Manley (Ottawa-Sud):** Monsieur le Président, ce qui perturbe les Canadiens, c'est que le premier ministre a admis que cette récession était planifiée. Nous savons que l'Association des manufacturiers canadiens a déclaré qu'il ne s'agissait pas seulement d'une baisse cyclique. Or, ce matin, après avoir rencontré le ministre des Finances, le Groupe de réforme des politiques sociales l'a accusé de ne pas vouloir s'engager à aider les gens les plus éprouvés par la récession.